

Unité départementale de l'Aisne
25 rue Albert Thomas
02100 Saint-Quentin

Saint-Quentin, le 07/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEREOS

Services Techniques
11 rue Pasteur
02390 ORIGNY STE BENOITE

Références : TERE22Rpref_580
Code AIOT : 0005100521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2022 dans l'établissement TEREOS implanté 11 rue Pasteur 02390 ORIGNY STE BENOITE. L'inspection a été annoncée le 21/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Courriel de l'exploitant du 09/09/2022 suite à un incident survenu le 08/09/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS
- 11 rue Pasteur 02390 ORIGNY STE BENOITE
- Code AIOT : 0005100521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Ied : Oui

Les activités actuelles de l'établissement d'Origny-Sainte-Benoite se partagent entre :

- les activités saisonnières :
 - la transformation des betteraves (capacité maximale : 20.000 t de betteraves/j) en sucre cristallisé (produits finis) ou en sirop et EP2 (produits semi-finis) durant la campagne sucrière (de mi-septembre à mi-janvier),
 - le traitement des pulpes de betteraves par pressage et déshydratation, d'une partie d'entre elles, en campagne,
 - le traitement des vinasses dans une concentration de vinasses. Il est produit des vinasses concentrées et du sulfate de potassium en inter-campagne,
 - la production de bétanine à partir de vinasses de betteraves, en inter-campagne ;
- les activités permanentes :

- la production d'alcool brut à partir de jus sucré et d'EP2 par fermentation et distillation (capacité : 7.500 hl/j),
- la production d'alcools surfin et déshydraté : la capacité de production est de 6.600 hl/j d'alcool surfin, 1.500 hl/j d'alcool surfin absolu et 5.500 hl/j d'éthanol,
- la production d'alcool brut à partir de blé (capacité de 800 hl/j),
- la production d'alcool surfin à partir d'alcool brut issu du blé (capacité de 800 hl/j),
- le séchage et la granulation des drêches de blé,
- le conditionnement de sucre,
- la production de sucres liquides et de fondants (Société FRANCE FONDANTS),
- le stockage et l'expédition du sucre vrac et conditionné,
- l'entretien et la maintenance du matériel industriel.

A l'établissement est également rattaché un ensemble de bassins de stockage des effluents sur :

- une superficie de 47,8 ha sur les communes d'Origny-Sainte-Benoite, Neuville et Thenelles représentant une capacité de l'ordre de 2.160.000 m³ pour la décantation des eaux de lavage des betteraves et la collecte des eaux avant passage en station d'épuration ;
- une superficie de 11,2 ha sur la commune d'Origny-Sainte-Benoite représentant une capacité de l'ordre de 205.000 m³ pour le stockage des eaux condensées et le stockage des eaux traitées avant rejet dans l'Oise.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- incident survenu le 08/09/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Suite au passage en mode dégradé du traitement d'eau dans le bâtiment traitement d'eau de la distillerie à Thennelles, des vannes manuelles ont été actionnées pour remplir le bac de décarbo. Une fois remplie, la pompe a été arrêtée mais la vanne n° 7 n'a pas été refermée et par gravitation l'acide sulfurique a continué à couler. La rétention a débordé et l'acide s'est écoulée sur le sol en béton vers le caniveau qui renvoie les effluents vers la STEP industrielle du site.

Il y a eu un écoulement sur sol bétonné dont l'unique conséquence est l'infiltration dans le sol pendant l'écoulement vers le caniveau sur la dalle plus étanche et le risque d'atteindre le canal du moulin.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 2.4.1	/	Sans objet
5	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 7.6.1	/	Sans objet
6	Conséquences des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 7.6.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a géré l'incident rapidement en prenant les mesures correctives nécessaires et en réalisant un suivi du milieu.

Lors de la visite d'inspection, il n'est pas apparu de non-conformité vis-à-vis des prescriptions qui ont été contrôlées.

Suite à cet incident, aucune plainte d'association, de riverain, d'élus n'a été reçue.

2-4) Fiches de constats

N° 4 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 2.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Incidents ou accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Par courriel du 09/09/2022, TEREOS Origny a signalé à l'Inspection un incident relatif au débordement d'un bac d'acide sulfurique survenu le 08/09/2022 vers 8h dans le local « traitement d'eaux » au niveau de la distillerie de Thenelles.</p> <p>Ce débordement a été stoppé à cette même heure. Après analyse du niveau de la cuve de stockage de l'acide sulfurique, l'exploitant a pu estimer que le déversement représentait 60 litres. Cette quantité s'était répandue sur la dalle béton puis a été captée par un caniveau qui renvoie les effluents vers la STEP.</p> <p>L'Inspection a reçu la fiche de notification complétée relative à cet incident le 23/09/2022, accompagné d'un rapport de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétentions des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Volume Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 L. Conception La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. L'étanchéité de la rétention ne doit pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. En particulier, elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. Gestion Les rétentions font l'objet d'un examen visuel approfondi au moins annuellement et d'une maintenance appropriée. Les rétentions doivent être maintenues propres et disponibles. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Un double dispositif de rétention est présent. En effet, les 200 litres d'acide sulfurique dilué à 1% dispose d'un bac PVC de rétention d'un volume totale de 200 litres, soit 100 % de la capacité du réservoir d'acide sulfurique. De plus, l'ensemble est posé sur une dalle béton. Des actions correctives sont planifiées : <ul style="list-style-type: none">- une alarme existe en cas de débordement mais pas assez visible à l'écran; l'alarme va être passée en EIPS , affichage plein écran et ce sera donc impossible ne pas voir l'alerte ;- procédure de consignation des vannes pour éviter cet incident et information du personnel ;- remise en état de la dalle béton pour éviter les infiltrations avec des travaux prévus en janvier 2023 ;- analyse de l'automatisme pour modification afin d'éviter les interventions manuelles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conséquences des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétentions des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant doit être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :</p> <ol style="list-style-type: none">1 - la toxicité et les effets des produits rejetés,2 - leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,3 - la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,4 - les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,5 - les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,6 - les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses. <p>[...]</p>
Constats : <p>Les circonstances et causes au moment de l'évènement ont été les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- fonctionnement en mode dégradé ;- une procédure réalisée une à deux fois par an ;- en fin de procédure une vanne n'a pas été refermée ;- par gravitation l'acide s'est écoulée par ce conduit et s'est déversée sur la dalle béton ;- en bout de dalle un caniveau récupère les écoulements et les renvoie vers la STEP industrielle du site. <p>L'exploitant indique :</p> <ul style="list-style-type: none">- un oubli de fermeture d'une vanne ;- une dalle présentant des fissurations ;- une alarme existante mais peu performante. <p>Par ailleurs, cette manipulation n'arrive que lors de l'arrêt technique, soit une à deux fois par an. Par conséquent, cette manipulation n'est pas maîtrisée des intervenants. 3 pompes sont utilisées sur 2 circuits différents ce qui oblige à des manipulations spéciales dans certain cas.</p> <p>L'exploitant a réalisé 3 prélèvements sur 5 points dans le canal du moulin afin de vérifier le pH (2 en amont du débordement, un au point de déversement et 2 en aval) :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1er prélèvement : de 10h20 à 11h00 le 08/09/2022- 2ème prélèvement : de 15h00 à 15h30 le 08/09/2022- 3ème prélèvement : de 10h15 à 10h45 le 09/09/2022 <p>Les résultats montrent un pH en amont de 7,3 et 6,7 en aval le jour même ; et un pH de 7,3 en amont et en aval le lendemain, soit 24h après. Le 09/09/2022, l'exploitant a réalisé une surveillance visuelle sur 2 km de la berge, absence de poissons morts.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet